

Arrêtez les attaques contre les syndicats en Turquie », demandent les syndicats européens et internationaux

Ces dernières semaines, nous avons assisté à une vague de répression sans précédent de syndicalistes turcs. Aujourd'hui, au moins 73 membres du syndicat du secteur public KESK sont en prison, certains sans accusations. D'autres, comme le Président de KESK, ont été libérés sous caution. La Confédération européenne des syndicats (CES) est intervenue à plusieurs reprises tant auprès du Gouvernement turc, que des autorités européennes, pour dénoncer les attaques à l'encontre d'affiliés de plusieurs confédérations membres turques.

La répression croissante contre les syndicalistes, des journalistes, des défenseurs des droits civils, des étudiants, et des activistes pour les droits des femmes nous a poussé à rejoindre le rassemblement de solidarité, le vendredi 6 juillet à midi, devant le bâtiment de la délégation turque à l'Union européenne (av. des Arts 36-38) à Bruxelles. Lors de cette manifestation des dirigeants syndicaux européens s'exprimeront à propos de la situation en général des syndicalistes en Turquie.

Les droits des travailleurs en Turquie sont attaqués : récemment encore une nouvelle loi a été promulguée, qui rend illégales les grèves dans le secteur aérien. Des modifications annoncées de la législation du travail et syndicale ne respectent pas les normes fondamentales de l'OIT, ni la Charte des Droits fondamentaux européenne.

Le Gouvernement turc sape toute opposition organisée : la communauté internationale ne peut rester silencieuse